

Sommet « Essential for Recovery »

Communiqué de presse pour les 8-10 septembre

Contact médias : osf_essentialworkers@berlinrosen.com

*****ÉVÈNEMENT MONDIAL – RSVP CI-DESSOUS*****

Un premier sommet réunit des leaders du monde des affaires, chefs de gouvernement, et représentants des travailleurs essentiels pour discuter du cadre d'une reprise équitable après la COVID-19

En amont de l'assemblée générale des Nations Unies, le sommet « Essential for Recovery » réunit des groupes représentant des millions de travailleuses et travailleurs des économies formelle et informelle du monde entier.

Sophia Bush, Martin Sheen, et Yalitza Aparicio Martínez rejoindront sur scène le directeur de l'OIT Guy Ryder, Brid Gould de Sodexo, Saadia Zahidi du Forum Économique Mondial, et Sharan Burrow de la CSI, ainsi que des travailleuses et travailleurs.

MONDE – Du 8 au 10 septembre, des travailleurs essentiels d'Amérique du Nord, d'Amérique du Sud, d'Europe, d'Afrique, et d'Asie rencontreront des chefs d'entreprises et de gouvernements du monde entier afin de discuter d'un cadre pour une reprise économique juste après la pandémie de COVID-19. Il s'agit du premier rassemblement mondial de travailleurs essentiels. Quelques jours avant la réunion des représentants lors de l'assemblée générale des Nations Unies, le sommet **Essential for Recovery** sera centré sur les demandes des travailleurs du secteur des soins et des 61 % de travailleurs dans le monde qui relève de l'économie dite informelle, notamment les travailleurs domestiques, les travailleurs agricoles, les vendeurs de rue, et les travailleurs à domicile.

Malgré les disparités flagrantes et potentiellement mortelles révélées par la pandémie de COVID-19, les travailleuses et travailleurs du monde entier doivent plus que jamais se battre pour faire valoir leurs droits : accès limité aux soins de santé, manque de protections sociales, conditions de travail dangereuses—y compris avec exposition à la COVID-19, sans oublier les problèmes fréquents de harcèlement et de violence au travail. Au cours de conversations avec des personnalités culturelles influentes telles que **Sophia Bush, Martin Sheen, et Yalitza Aparicio Martínez**, et des leaders de mouvements de défense des travailleurs comme **Ai-jen Poo** aux États-Unis, **Myrtle Witbooi** en Afrique du Sud et **Carmen Britez** en Argentine, des travailleurs essentiels plaideront pour un contrat social ambitieux qui place le bien-être des travailleurs au cœur des dépenses publiques et du comportement des entreprises—plutôt que des interventions au coup par coup et des mesures d'austérité semblables à celles qui ont suivi l'effondrement des marchés financiers en 2008.

[MÉDIAS : Suivez ce lien pour vous inscrire à l'événement.](#)

QUI :

- Des travailleurs domestiques, travailleurs agricoles, vendeurs ambulants, travailleurs du secteur des soins, et travailleurs à domicile venus d'Amérique du Nord et du Sud, d'Europe, d'Afrique, d'Asie, et des îles du Pacifique, **y compris des leaders de mouvements de défense des travailleurs tels qu'Ai-jen Poo** aux États-Unis, **Carmen Britez** en Argentine, **Norma Palacios Trabamala** au Mexique, **Rose Omamo** au Kenya, **Maria do Carmo** au Brésil, **Myrtle Witbooi** en Afrique du Sud, et **Sharan Burrow** de la Confédération Syndicale Internationale.
- Des dirigeants d'entreprises et de gouvernements du monde entier, dont **Guy Ryder** ([directeur de l'Organisation Internationale du Travail](#)), **Brid Gould** ([Sodexo](#)), et **Saadia Zahidi** ([Forum Économique Mondial](#))
- Des artistes, musiciens et célébrités, dont l'animatrice de l'évènement [Sophia Bush](#), [Martin Sheen](#), [Yalitza Aparicio Martínez](#), [Sinkane](#), et [Bambadjan Bamba](#).

QUOI

Sommet « Essential for Recovery » : Un sommet de trois jours pour faire entendre la voix des travailleurs essentiels du monde entier, évoquer leurs expériences pendant la pandémie, et présenter leur vision pour une reprise économique juste, lors d'une conversation avec des décideurs politiques et économiques et des personnalités influentes du monde de la culture. Un programme complet avec les intervenants est disponible sur le [site web de l'évènement](#).

QUAND

Du mercredi 8 septembre au vendredi 10 septembre 2021, avec diffusion quotidienne à la même heure.

Heures de diffusion en direct (voir aussi les [heures de rediffusion](#)) :

- 08:00 – Mexico, Bogotá (CDT)
- 09:00 – New York (EDT)
- 10:00 – Buenos Aires (ART)
- 14:00 – Londres (BST)
- 15:00 – Paris, Bruxelles, Berlin (CET)
- 15:00 – Johannesburg (SAST)
- 16:00 – Amman, Beyrouth (EEST)
- 18:30 – Delhi (IST)
- 21:00 – Manille (PHT)

RSVP

[MÉDIAS : Suivez ce lien pour vous inscrire à l'évènement.](#)

Sophia Bush, actrice américaine de premier plan et activiste œuvrant pour la protection et la promotion des droits des femmes et des filles dans le monde, présentera l'événement.

« Les travailleuses et travailleurs essentiels méritent plus que nos éloges. Elles et ils méritent notre action. Elles et ils ont pris soin de nous, ont veillé à ce que tout le monde soit nourri et soigné—au péril de leur vie. Aujourd'hui, les dirigeants mondiaux doivent prendre des mesures pour s'assurer que la reprise post-pandémique ne profite pas qu'à quelques privilégiés. Je suis fière de participer à cet événement qui rassemble des dirigeants visionnaires du monde entier pour discuter de cette nécessité impérieuse : une reprise économique qui réponde aux besoins de toutes les personnes, quelles qu'elles soient, où qu'elles vivent et quel que soit le travail qu'elles font », dit **Sophia Bush**.

Les travailleurs domestiques, les travailleurs agricoles, les vendeurs de rue, les travailleurs du secteur des soins, et les travailleurs à domicile ont subi d'énormes pertes de revenus depuis le début de la pandémie début 2020. Cette crise est venue aggraver une situation déjà difficile pour des travailleurs sans patrimoine qui doivent travailler pour manger. **Myrtle Witbooi**, pionnière internationale de la promotion des droits des travailleuses et travailleurs domestiques, l'a constaté de visu en Afrique du Sud.

« Nous ne pouvons pas nous remettre complètement ni reconstruire un monde meilleur sans protéger d'urgence toutes les personnes, y compris celles qui travaillent dans l'économie informelle et qui représentent 61 % de la main-d'œuvre mondiale. En Afrique du Sud, les travailleuses et travailleurs domestiques ont remporté une victoire historique cette année. Nous sommes désormais couverts par la loi COIDA sur l'indemnisation des travailleurs qui se blessent ou tombent malades sur leur lieu de travail. C'est d'autant plus important que les travailleurs essentiels sont en première ligne de la pandémie, mais bénéficient rarement de protections de ce genre », a dit **Myrtle Witbooi, ancienne travailleuse domestique et actuelle présidente de la Fédération internationale des travailleurs domestiques**. « Il n'y aura pas de reprise vigoureuse de l'économie mondiale si les travailleurs domestiques, les vendeurs de rue, les travailleurs agricoles, et les autres travailleurs de l'économie informelle sont laissés sur le bord de la route. Lors du sommet Essential for Recovery, les travailleurs du monde entier s'uniront pour lancer un appel urgent aux gouvernements et aux organisations internationales afin qu'ils répondent à nos demandes en matière de revenus et de protections sociales. C'est ainsi que nous pourrons surmonter cette crise et construire un avenir meilleur pour toutes et tous ».

Les travailleurs s'entretiendront avec des dirigeants de grandes entreprises, des personnalités influentes du monde culturel, et des dirigeants d'organisations internationales, dont l'Organisation Internationale du Travail (OIT), une agence des Nations Unies qui définit les normes internationales du travail. Des travailleurs du monde entier ont élaboré les normes internationales du travail C189 et C190, adoptées lors des conventions de l'OIT pour améliorer les conditions de travail des travailleurs domestiques et lutter contre la violence et le harcèlement au travail.

« Les travailleuses et travailleurs ont consenti des sacrifices extraordinaires pour faire face à la pandémie de COVID-19. En revanche, nous ne devons jamais sacrifier nos valeurs de justice sociale, nos droits fondamentaux au travail ni notre détermination à construire une reprise centrée sur l'humain, inclusive, durable et résiliente. Mieux reconstruire, cela veut dire faire des choix politiques résolus et cohérents pour créer des emplois décents, étendre la protection sociale, protéger les droits des travailleurs et favoriser le dialogue social chaque fois que possible », a dit **Guy Ryder, président de l'Organisation Internationale du Travail, qui participera à la troisième journée du sommet.**

NOUS SOMMES « ESSENTIELS À LA REPRISE »

Les travailleurs domestiques, les travailleurs agricoles, les vendeurs de rue, les travailleurs du secteur des soins, et les travailleurs à domicile du monde entier exprimeront leur vision d'une reprise COVID-19 juste :

« Pour nous organiser au niveau international pendant la pandémie, il nous a fallu apprendre. Nous avons dû nous former aux nouvelles technologies pour nous organiser sur Internet par smartphones et ordinateurs portables interposés, équipements que nous devons payer de notre poche malgré ces temps si difficiles. Le manque de connexion Internet fiable est aussi un problème pour les diffusions en direct et les réunions en ligne. Les travailleuses et travailleurs à domicile font de leur mieux pour vendre leurs produits en ligne, la vente en direct étant l'activité la plus touchée par la pandémie. Les travailleurs à domicile ont besoin de renforcer leurs capacités et d'approprier le marketing en ligne pour ajouter de la valeur à leurs produits et atteindre les clients », a dit **Jemimah Nyakongo, membre de la commission de travail de HomeNet International pour HomeNet Kenya.**

« Pour les travailleuses et travailleurs domestiques, la frontière entre travail et vie personnelle est souvent floue. Notre travail permet à d'autres secteurs de l'économie mondiale de se maintenir à flot. Pourtant, faute de protections sociales adéquates, nous survivons à peine. Une reprise juste doit mettre en place des protections contre la violence et le harcèlement, et garantir une aide financière à tous les travailleurs, en particulier les travailleurs du secteur des soins, qui ont été sous-évalués ou négligés », selon **Novelita V. Palisoc, de la Fédération internationale des travailleurs domestiques, membre de United Domestic Workers of the Philippines (UNITED).**

« En temps normal déjà, les travailleurs de l'économie informelle n'avaient pratiquement aucun droit et peu de protections sociales. Tout au long de la pandémie, nous avons mené un combat encore plus difficile pour la reconnaissance et la survie. Les vaccins sont en quantité limitée et, pour la plupart d'entre nous, les soins de santé ne sont pas accessibles. Aujourd'hui, nous prenons collectivement la parole pour revendiquer le droit à la santé et à la dignité des travailleurs essentiels du monde entier, afin de tracer toutes et tous ensemble un chemin juste vers la reprise », souligne **Shawna Bader-Blau, directrice exécutive de Solidarity Center et**

activiste pour des moyens d'existence dignes et sans danger pour les personnes et les familles.

« La pandémie a déplacé de nombreux vendeurs de rue, évincés de leurs espaces de travail publics dans les grandes villes. Nous devons trouver des lieux de travail de substitution pour continuer à gagner notre vie. Alors que l'économie amorce une lente réouverture, les vendeurs de rue et de marché ne sont toujours pas pris en compte dans les plans de relance économique. Nous avons besoin de capitaux pour reprendre nos activités et continuer à vendre des produits essentiels qui sont utilisés quotidiennement dans les foyers du monde entier. Nous sommes des travailleurs essentiels et nous sommes essentiels à la reprise », a dit **Mwijuka Jesca, vendeur de rue et secrétaire général adjoint de l'Uganda Markets and Allied Employees Union (UMAEU), organisation affiliée à StreetNet International.**

« Si le virus est une catastrophe naturelle, pour les travailleurs essentiels, et particulièrement les travailleurs du secteur des soins, il s'agit bien d'un désastre d'origine humaine. La bonne nouvelle, c'est que nous savons quelles mesures il faut prendre pour permettre à tous de travailler plus en sécurité. Les travailleurs de première ligne, notamment dans les maisons de retraite, ont besoin d'EPI, de congés maladie, de commissions de sécurité et de droits de négociation collective. Sans ces protections fondamentales, notre monde ne pourra se remettre des crises et assurer la sécurité de tous », selon **Christy Hoffman, secrétaire générale d'UNI Global Union, qui représente plus de 20 millions de travailleurs de plus de 150 pays.**

« Lorsque la COVID-19 a frappé, les travailleuses et travailleurs du monde entier ont soigné des malades, rempli des assiettes, et fait tourner l'économie. Et malgré tout cela, elles et ils ont subi une exploitation accrue, une surveillance croissante, le blocage et l'intimidation de leurs syndicats, la violence, et même le meurtre. Il faut d'urgence un nouveau contrat social pour rétablir la confiance qui a été brisée par des gouvernements répressifs et des employeurs abusifs, alors même que nous nous apprêtons à entamer la reprise et à reconstruire des économies durables », a dit **Sharan Burrow, secrétaire générale de la Confédération Syndicale Internationale, qui représente 200 millions de travailleurs dans 163 pays et territoires, avec 331 organisations nationales affiliées.**

« Des millions de travailleurs de l'économie informelle ont vu leurs revenus s'effondrer pendant la pandémie, et souvent les aides publiques ne suffisaient pas, voire ne leur parvenait pas du tout. Les travailleurs de l'économie informelle ont plus que jamais besoin de soutien pour se remettre sur pied. Les États doivent protéger, et non réduire, les dépenses en matière de protection sociale et de services publics essentiels, tels que la santé et la garde d'enfants. De telles mesures sont nécessaires pour protéger les travailleurs et leurs familles contre une aggravation de la pauvreté, de la vulnérabilité et de l'exclusion », souligne **Sally Roever, coordinatrice internationale de Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing (WIEGO).**

CADRE POUR UNE REPRISE POST-COVID ÉQUITABLE

Le sommet Essential for Recovery réunit des travailleurs autour de quatre thèmes clés : revenus et conditions de travail, santé et sécurité sur le lieu de travail, protections sociales et fin de la violence et du harcèlement.

Augmenter les revenus et améliorer les conditions de travail

La COVID-19 n'a fait qu'exacerber la vulnérabilité et l'exploitation que subissent jour après jour les millions de travailleurs précaires et mal payés de l'économie informelle— et en premier lieu les femmes, les travailleurs migrants, les minorités, et les autres groupes victimes de discrimination. Au cours de l'année écoulée en particulier, les travailleurs domestiques, les travailleurs agricoles, les vendeurs de rue, les soignants, et les travailleurs à domicile ont été reconnus comme essentiels et salués comme des héros. Pourtant, ils restent parmi les personnes les plus sous-évaluées sur le plan économique. Pendant ce temps, les PDG ont engrangé des bénéfiques records alors même que la pandémie faisait rage. Parmi les personnes les plus riches au monde, huit sur dix [ont augmenté leur fortune de plusieurs milliards de dollars](#) au cours de l'année écoulée.

Et cela dans le sillage de la crise économique de 2008 et des mesures d'austérité draconiennes qui ont plongé les travailleurs à faible revenu dans la pauvreté. Pour les travailleurs essentiels de l'économie formelle et informelle, ces mesures sont un échec. L'austérité doit être abandonnée au profit d'investissements qui améliorent les conditions de travail pour toutes et tous. Cela signifie que les travailleurs doivent pouvoir s'exprimer sur leur lieu de travail par l'intermédiaire d'un syndicat ou d'une organisation de travailleurs, afin de pouvoir lutter et négocier collectivement pour obtenir des moyens d'existence plus sûrs et une protection contre les conditions de travail dangereuses—du harcèlement aux pandémies mondiales.

Statistiques clés de la pandémie de COVID-19 :

- [52 % des travailleurs du secteur des soins](#), dans une étude portant sur 37 pays, déclarent que leur salaire ne leur permet pas de subvenir de manière adéquate à leurs besoins essentiels, tels que le logement, la nourriture, et le transport.
- [74 % des travailleurs informels interrogés dans 12 villes](#) déclarent avoir été empêchés de travailler pendant la période des restrictions les plus sévères (avril 2020). Ceux qui ont repris le travail ne gagnaient en moyenne, à la mi-2020, que 55 % de leur revenu d'avant la COVID-19.
- L'année 2020 a été marquée par une perte de [8,8 % du temps de travail mondial](#) par rapport au quatrième trimestre de 2019, soit l'équivalent de 255 millions d'emplois à temps plein. Les pertes d'heures de travail en 2020 ont été environ [quatre fois plus importantes](#) que dans le sillage de la crise financière mondiale en 2009.

Garantir le droit à la santé et à la sécurité sur le lieu de travail

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, les travailleurs essentiels, quel que soit leur secteur d'activité ou leur statut, sont confrontés à des risques sans précédent. Ils méritent d'avoir leur mot à dire dans l'élaboration et la gouvernance des programmes de santé et de sécurité au travail. Devant l'échec des entreprises et des gouvernements à assurer les

équipements essentiels et à prévenir les contagions sur le lieu de travail, l'élection démocratique de délégués chargés de la santé et de la sécurité des travailleurs, ou de comités représentant un lieu de travail ou un groupe de travailleurs, doit devenir la norme.

Des initiatives de sécurité menées par les travailleurs et la reconnaissance de la COVID-19 comme maladie professionnelle permettraient aux travailleurs de bénéficier de droits fondamentaux : soins médicaux adéquats, protection contre les licenciements abusifs, et indemnisation pendant leur convalescence. En attendant que les économies avancées jouent un rôle à leur mesure pour réduire l'inégalité vaccinale dans le monde, les gouvernements doivent protéger la santé et la sécurité des travailleurs en assurant la disponibilité d'eau, d'installations sanitaires et d'hygiène adéquates, d'infrastructures de travail de base, d'EPI, et de directives claires pour les employeurs du secteur informel. En outre, la couverture des systèmes de santé au travail doit s'étendre aux travailleurs de l'économie informelle.

Quelques statistiques clés :

- [Près d'un tiers des travailleurs du secteur des soins \(31 %\)](#) n'avaient pas accès aux EPI adéquats, près d'un an après le début de la pandémie. Le travail dans le domaine des soins de longue durée compte parmi [les emplois les plus dangereux au monde](#).
- Environ [2,3 millions de personnes meurent chaque année en raison de maladies et d'accidents professionnels](#), et la pandémie n'a fait qu'aggraver cet effroyable bilan humain. Aux morts viennent s'ajouter les millions de personnes blessées ou souffrant de maladies de longue durée à cause de leur travail.
- [80 % des travailleurs à domicile, des vendeurs de rue et des ramasseurs de déchets interrogés ont déclaré avoir été contraints d'acheter eux-mêmes des EPI](#). Il n'y a qu'à Bangkok (45 %) et à Dakar (70 %) que les gouvernements ont été une source importante d'EPI.

Rendre obligatoires les protections sociales

Pour être juste, la reprise économique après la COVID-19 doit stabiliser et soutenir les travailleurs domestiques essentiels, les travailleurs agricoles, les vendeurs de rue, les travailleurs du secteur des soins, et les travailleurs à domicile. Tous les travailleurs ont un besoin urgent de protection de la part de leurs gouvernements et d'un accès élargi aux protections sociales de base : soins de santé, garde d'enfants, prestations d'invalidité, retraite, et la scolarité gratuite.

Les protections sociales doivent aller de pair avec la protection des droits des travailleurs. Il s'agit de protéger les travailleurs des économies formelle et informelle contre la pauvreté, notamment par le biais des congés maladie payés universels, afin que les travailleurs n'aient plus jamais à choisir entre aller travailler malade et perdre leurs moyens d'existence. La Convention sur le travail à domicile de l'Organisation Internationale du Travail a également établi une norme pour la reconnaissance des travailleurs à domicile dans tous les secteurs et dans tous les pays. Elle demande aux pays participants d'adopter des politiques qui garantissent aux travailleurs une rémunération équitable, le droit de s'organiser, une protection de la maternité, et des programmes sociaux tels que les prestations de retraite.

Quelques statistiques clés :

- [98 % des travailleurs dans le monde](#) déclarent ne pas avoir bénéficié des indemnités de maladie, des revenus de remplacement, ni des avantages sociaux dont ils ont besoin pour faire face aux effets de la COVID-19.
- Si tous les travailleurs ont besoin de protection sociale, les travailleurs de l'économie informelle ont eu [trois fois plus de risques que les travailleurs de l'économie formelle](#) de perdre leur emploi à cause de la pandémie. [4 milliards de personnes](#) dans le monde manquent de protections sociales.
- Les organisations de la société civile sont la principale source d'informations COVID-19 pour les travailleurs, et [53 % des travailleurs informels interrogés dans 12 villes](#) déclarent avoir reçu une aide alimentaire par l'intermédiaire d'une organisation dont ils sont membres.

Mettre fin au harcèlement sexuel et à la violence au travail

Pour tous les travailleurs, en particulier les travailleuses et les personnes issues de groupes marginalisés, le harcèlement et la violence restent endémiques. Bien trop souvent, ces personnes sont victimes d'abus de la part de fonctionnaires et de la police, d'autres travailleurs, de clients, de personnes de leur propre famille et des puissants intérêts qui contrôlent les conditions de travail. Les politiques et la législation conçues pour protéger les travailleurs contre la violence au travail doivent couvrir toute la diversité des divers lieux de travail, y compris le domicile, la rue, les chantiers de BTP et les marchés, partout où les deux milliards de travailleurs informels du monde entier gagnent leur vie.

Les travailleuses et travailleurs, en particulier dans le secteur informel, n'ont souvent pas accès aux mécanismes de plainte et de recours prévus par les pouvoirs publics, ni les moyens financiers de recourir à la justice. Pour les femmes en particulier, les gouvernements doivent renforcer les cadres réglementaires qui élargissent l'accès à la justice dans les cas de violence physique, sexuelle et psychologique. Ratifier et mettre en application la [Convention 190 sur la violence et le harcèlement](#)—élaborée à l'initiative de femmes—serait une première étape. Pourtant, la grande majorité des pays n'en rien fait à ce jour.

Quelques statistiques clés :

- [La convention C190 de l'Organisation Internationale du Travail sur l'élimination de la violence dans le monde du travail](#) n'a été ratifiée que par [sept pays](#).
- L'année 2021 marque le 10e anniversaire de la ratification de la convention [C189](#) de l'OIT, qui établit des conditions de travail sûres et des salaires équitables pour les travailleurs domestiques. Mais 10 ans après, [la plupart des pays n'ont pas ratifié la C189](#), y compris les États-Unis, la France, et le Royaume-Uni.
- [Dans la majorité des pays](#), les lois relatives à la violence et au harcèlement au travail s'appliquent uniquement aux salariés. Les lois sur le droit du travail, la santé-sécurité au travail, la non-discrimination, et les autres lois contre la violence dans le monde du travail ne s'appliquent pas aux travailleurs indépendants, ni aux travailleurs informels.

###

À propos de Essential For Recovery :

Le sommet « Essential For Recovery » est organisé par un collectif mondial rassemblant des travailleurs domestiques, travailleurs du secteur des soins, vendeurs de rue, et travailleurs agricoles, ainsi que des syndicats, des activistes, des ONG et organisations philanthropiques de dizaines de pays aux quatre coins du monde, unis pour la défense des travailleurs essentiels. Le projet est mené par des organisations à but non lucratif de défense des travailleurs, notamment [HomeNet International](#), [International Domestic Workers' Federation](#), [International Trade Union Confederation](#), [Solidarity Center](#), [StreetNet International](#), [UNI Global Union](#) et [Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing](#)—avec le soutien des [Open Society Foundations](#).